

## **Déclaration de Madame Naha Mint Hamdi Ould Mouknass, Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de Mauritanie**

Monsieur le Directeur Général de la FAO

Mesdames et Messieurs les Ministres

Honorables participants

Je voudrais d'abord féliciter le Directeur Général de la FAO pour son aimable invitation, qui m'offre aujourd'hui l'agréable occasion d'assister à cette rencontre cruciale pour le renforcement du système de gouvernance internationale des produits afin d'aider à préserver la sécurité alimentaire et atténuer la volatilité et l'instabilité des prix des denrées alimentaires et des produits de base.

Comme vous le savez, la volatilité des prix et l'instabilité affectent largement les pays importateurs nets de produits alimentaires et accentuent la pauvreté et l'insécurité alimentaire, ce qui favorise la précarité et la vulnérabilité.

Autant de facteurs qui doivent nous amener à accentuer et approfondir la réflexion pour aboutir à un système exhaustif et des mécanismes efficaces pour la gouvernance internationale et l'amélioration de la transparence au profit de la sécurité alimentaires, de la paix et de la sérénité intérieures.

Le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), créé en 2011 dans le but d'améliorer la qualité des données sur les marchés, d'accroître la transparence et de permettre une meilleure coordination des politiques, constitue une mesure d'intérêt capital.

Son raffermissement et sa mise en œuvre efficace dans les pays en développement et notamment des pays les moins avancés exige la mise en place de programmes de renforcement de capacités pour mieux servir la cause pour laquelle il a été établi. J'attire l'attention de la FAO et de ses partenaires sur les efforts à mettre en œuvre en matière de coopération.

Autant AMIS est important pour la prévision et l'anticipation, autant le commerce équitable et l'accès aux marchés nécessitent la mise en œuvre de programmes de financement d'infrastructures pour le stockage, la conservation, la transformation et l'écoulement des produits ainsi que la prise en compte des petites organisations de producteurs dans la chaîne des revenus créés par leurs produits et leur plus grande implication dans le processus de prise de décision en la matière au niveau international.

Sur le plan multilatéral, la mise en œuvre du Programme de développement de Doha est toujours d'actualité en vue de stimuler la croissance et d'améliorer les conditions et capacités d'offre des pays en développement, particulièrement dans les domaines vitaux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Au niveau national, il est crucial d'encourager les investissements dans le secteur agricole pour améliorer la production, les revenus et la recherche dans le contexte de défis que constitue le changement climatique que l'on connaît aujourd'hui.

Mon pays a mis en place une stratégie de sécurité alimentaire qui prévoit d'agir sur tous les déterminants et favorise des programmes d'assistance au profit des populations vulnérables.

Le Gouvernement finance sur ressources propres, depuis trois ans, un ambitieux programme d'assistance et de sécurité alimentaire au profit des populations vulnérables, dénommé programme Espoir « Emel ».

Dans le cadre de la réflexion pour la mise en place d'un système plus efficace de gouvernance internationale de produits, je vous suggère l'organisation en Afrique, d'une rencontre à laquelle seront invités les Ministres de l'agriculture, du commerce et des finances et les organisations socio-professionnelles des producteurs pour analyser de façon approfondie, au niveau régional, cette question et proposer des mesures concrètes à cet effet.

Je vous remercie de votre aimable attention